



BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le _______ 5 NOV 2004

Pour le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle Le Chef du Département des brevets

DOCUMENT DE PRIORITÉ

PRÉSENTÉ OU TRANSMIS CONFORMÉMENT À LA RÈGLE 17.1. a) OU b) Martine PLANCHE

INSTITUT National de La propriete Industrielle SIEGE 26 bls, rue de Saint-Petersbourg 75800 PARIS cedex 08 Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04 Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23 www.inpl.fr



BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI



26 bls, rue de Saint Pétersbourg 75800 Paris Cedex 08 Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE page 1/2



Int.	1	Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire DB 540 e W / 210502		
Réservé à FINPI REMISE DES RÉCES C 2003 LIEU 75 INPI PARIS 34 SP N° D'ENREGISTREMENT 0314350 NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI DATE DE DÉPÔT ATTRIBUÉE 08 DEC. 2003 PAR L'INPI		NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE SA FEDIT-LORIOT & AUTRES CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE 38, avenue Hoche 75008 Paris France		
Vos références pour ce dossier (facultatif) F17601/SP		1.		
Confirmation d'un dépôt par téléco	pie N° attribué	par l'INPI à la télécopie		
2 NATURE DE LA DEMANDE	Cochez l'une	des 4 cases suivantes		
Demande de brevet	×	and the second of the second s		
Demande de certificat d'utilité				
Demande divisionnaire				
Demande de brev	et initiale N°	Date LIIII		
ou demande de certificat d'utili	té initiale N°	Date Lilli		
Transformation d'une demande de				
brevet européen Demande de brev	et initiale N°	Date LILII		
4 DÉCLARATION DE PRIORITÉ OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE D LA DATE DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE ANTÉRIEURE FRAN	Pays ou organ	Isation N°		
	Date	N°		
What ter in his beautiful and a beautiful and the second of the second o	Property of the Property of the South	S'il y a d'autres priorités, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»		
DEMANDEUR (Cochez l'une de	2 cases) X Rerso	nne morale Personne physique		
Nom ou dénomination sociale	IN-TOUCH (en abrégé	IN-TOUCH MARKETING COMPANY (en abrégé I T M C)		
Prénoms				
Forme juridique N° SIREN	société and	société anonyme		
Code APE-NAF	 			
	64, rue Tiqu	uotanna		
Domicile Rue ou	on the right	Jetorine .		
siège Code postal et v		≧j Paris		
Pays	France			
Nationalité N° de téléphone (facultatif)	Française	N° de télécopie (facultatif)		
Adresse électronique (facultatif)		т ис спесорів (меннину)		
	☐ S'il ya p	olus d'un demandeur, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»		



Réservé à l'INPI

BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE page 2/2



REMISE DES PIÈCES DATE 8 DEC	Réservé à l'INPI				
	, 2003 PARIS 34 SP	!			
<u>}</u>		!			
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'	0314350				
6 MANDATAIRE		THE LABOR TO SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE STATE OF THE SERVICE STA	POSTERIO DE LA COMPANSIONE DE LA COMPA	DB 540 W / 210502	
Nom	Cary and the second	BERTRAND			
Prénom		Didier			
Cabinet ou Soc	riété		SA FEDIT-LORIOT & AUTRES		
<u>-</u>	1	CONSEILS EN F	PROPRIETE INDUSTRI	IELLE	
	permanent et/ou				
de lien contrac					
	Rue	38, avenue Hoche			
Adresse					
	Code postal et ville	<u> 7 5 0 0 8 </u> Paris			
N° de téléphor	Pays	France			
N° de télécopi	J .	01 44 95 84 10			
	onique (facultatif)	01 42 89 82 40			
INVENTEUR.		fedit.loriot@wanadoo.fr			
	Andread Control of the Control of th	Les inventeurs sont nécessairement des personnes physiques			
Les demandeu sont les même	urs et les inventeurs	Oui Non: Dans ce cas remplir la formulaire de Désignation III			
2 725 CO 2 2 1 1 2 Mg 2 2 2 2 2 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	RECHERCHE	Non: Dans ce cas remplir le formulaire de Désignation d'inventeur(s) Uniquement pour une demande de brévet (y compris division et transformation)			
The state of the s	Hat the property of the last the last		r une demande de breve	t (y compris division et transformation)	
	Établissement immédiat ou établissement différé		•		
Dalamant fab	*** **		les nevennes phreiques		
	elonné de la redevance (en deux versements)	Uniquement pour les personnes physiques effectuant elles-mêmes leur propre dépôt Oui			
		Non	□ Non		
9 RÉDUCTION		Uniquement pour les personnes physiques			
DES REDEVA	INCES	Requise pour	la première fois pour cette i	invention (joindre un avis de non-imposition)	
		L_ Obtenue antér	United the content of		
l		décision d'admissi	ion à l'assistance gratuite ou i	indiquer sa référence): AG	
SÉQUENCES DE NUCLEOTIDES ET/OU D'ACIDES AMINÉS		Cochez la case	Cochez la case si la description contient une liste de séquences		
Le support éle	ectronique de données est joint	1			
La déclaration	n de conformité de la liste de				
séquences su	ur support papier avec le ronique de données est jointe	1-			
	utilisé l'imprimé «Suite»,				
indiquez le r	nombre de pages jointes				
	DU DEMANDEUR	1		VISA DE LA PRÉFECTURE	
OU DU MAN	IDATAIRE			OU DE L'INPI	
(Nom et qua	alité du signataire)	/			
BERTR	RAND Didier			Mark Martin Latel X	
Mandataire CPI Brevets No. 92-1022			,	`	

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'INPI.

Procédé de contrôle à distance d'un lieu et notamment d'un lieu de vente

La présente invention concerne un procédé de contrôle à distance notamment d'un lieu et notamment d'un lieu de vente, en particulier pour la bonne application d'un standard de marketing.

5

10

15

20

25

30

35

On connaît d'une manière générale un procédé de contrôle à distance d'un lieu du type selon lequel des images représentant une partie du lieu sont envoyées à distance pour être centralisées sur un dispositif de contrôle central. Un tel procédé est notamment appliqué dans le cadre de la surveillance de locaux, principalement à des fins de sécurité, au moyen de caméras pouvant envoyer de manière continue ou périodique les images qu'elles enregistrent à un poste de contrôle central. De tels procédés sont lourds et coûteux et ne sont envisagés que dans les cas où la nécessité de la surveillance permanente se fait sentir.

Or l'invention ne concerne pas un tel domaine mais elle vise à permettre le contrôle efficace d'un lieu et en particulier d'un lieu de vente, notamment pour analyser si ce lieu de vente est conforme à certains standards requis. Il peut notamment s'agir d'un lieu de vente appartenant à une chaîne de magasins standardisés, d'un lieu franchisé ou d'un lieu de proximité fragmenté indépendant, où il est important que la vente s'effectue dans des conditions, notamment de présentation des produits ou de méthodes et d'outils de marketing-vente, répondant à un cahier des charges bien précis. Les éléments à contrôler peuvent être, par exemple, l'assortiment et le réassortiment proposés, les ruptures de stock, la disposition exacte et la présentation des produits dans les présentoirs et celles des présentoirs dans le lieu lui-même, l'affichage des prix, la décoration, l'environnement extérieur, etc.

D'une manière classique, le contrôle de la conformité des lieux de vente aux standards s'effectue par des visites faites avec plus ou moins de régularité par des inspecteurs sur les lieux mêmes. Quand les lieux de vente sont nombreux et géographiquement dispersés, on conçoit qu'une telle méthode demande un personnel nombreux et cher, et néanmoins ne permet pas une remontée d'informations suffisamment rapide et fréquente.

5

10

15

20

25

30

35

Les dispositifs de contrôle à distance du type employés dans la télésurveillance sont également trop compliqués et coûteux pour être envisagés comme une solution de substitution, au moins partiellement, aux visites d'inspection.

Le but de l'invention est de proposer un procédé de contrôle à distance d'un lieu qui puisse se substituer dans la pratique, au moins en partie, aux visites réelles, sans nécessiter pour autant des investissements qui les rendent inaccessibles.

L'invention atteint son but grâce à un procédé de contrôle à distance d'un lieu, notamment d'un lieu de vente, du type selon lequel des images représentant une partie du lieu sont envoyées à distance pour être centralisées sur un dispositif de contrôle central, caractérisé en ce que les images sont envoyées au moyen d'un appareil photographique numérique et les images numériques sont transmises via, au moins en partie, par messagerie électronique vers le dispositif de contrôle central. En effet les appareil photographiques numériques sont aujourd'hui des équipements relativement peu coûteux et on peut grâce à la généralisation du réseau Internet et de la messagerie électronique transmettre facilement les images numérisées vers un dispositif de contrôle central.

La photo numérique peut être prise et transférée sur un ordinateur du site et de là, expédiée par messagerie électronique. Mais, selon une caractéristique préférée de l'invention, l'appareil photographique est associé à un téléphone portable de technologie MMS (services de messagerie multimédia) transmettant les images vers une adresse électronique correspondant au dispositif de contrôle central. Il peut s'agir d'un appareil photographique externe connecté par fil ou par liaison sans fil (hertzienne de type « Bluetooth » par exemple) au téléphone portable MMS mais de manière tout particulièrement avantageuse, on utilise un téléphone MMS à caméra intégrée. Ces appareils, souvent désignés sous le nom de caméraphones ou de mobiles-photos, permettent très facilement d'éviter des manipulations rebutantes et de réaliser et d'envoyer instantanément vers le dispositif de contrôle central les photographies numérisées. La facilité d'utilisation permet d'inciter avec succès le responsable du lieu où s'applique le contrôle à distance, à réaliser régulièrement, à intervalles périodiques, par exemple trois fois par jour, des photographies du lieu,

permettant un suivi régulier depuis le dispositif de contrôle central. La réalité de cette approche a été confirmée par des tests.

Les images reçues sur le dispositif central sont comparées par rapport à un standard et un résultat de non-conformité au standard déclenche un appel téléphonique de relance vers le lieu d'où provient l'image non-conforme et sera intégré dans le rapport de bon déploiement. Toutes sortes de traitements des images reçues et d'actions consécutives aux images reçues peuvent être envisagées.

Naturellement, il est facile selon le procédé de l'invention de gérer de la même façon une pluralité de lieux à contrôler. L'économie de personnel consacré au contrôle permet de concentrer les investissements en visites réelles uniquement sur les sites les plus profitables, minoritaires en nombre (empiriquement un cinquième des sites génère quatre cinquièmes du chiffre d'affaire) et de traiter le reste du réseau à distance avec des visites réelles seulement en cas de problèmes récurrents ou majeurs.

10

15

20

25

30

35

L'invention concerne également un dispositif destiné à la mise en œuvre du procédé ci-dessus et comprenant d'une part au moins un appareil pour enregistrer des images représentant une partie du lieu, et des moyens d'envoi à distance des images enregistrées pour être centralisées sur un dispositif de contrôle central, le dispositif de l'invention étant caractérisé en ce que ledit appareil est un appareil photographique numérique et en ce que lesdits moyens transmettent les images numérisées via au moins en partie un réseau de messagerie électronique.

D'autres caractéristiques et avantages de l'invention ressortiront de la description suivante d'un exemple de réalisation. Il sera fait référence aux dessins annexés sur lesquels :

La figure 1 illustre de manière schématique le principe du procédé de l'invention.

La figure 2 est un graphique montrant l'évolution dans le temps de la remontée de photographies vers le dispositif central et du nombre de relances.

Dans l'exemple de réalisation choisi, le lieu 1 à surveiller est un magasin de station-service et il s'agit plus précisément de contrôler le remplissage correct d'un présentoir 2, en fonction de critères précis définis par la politique commerciale de l'enseigne. Il y a donc un cahier des charges

5

10

15

20

25

30

35



à respecter, tant en termes de présentation (bonne disposition et apparence des produits) que de remplissage (pas de rupture de stock).

Le responsable 3 du site est chargé de prendre selon des horaires convenus, par exemple à 7h, 12h et 19h, une photo numérique (s'affichant éventuellement sous forme d'image 2') du présentoir 2 avec le téléphone portable à caméra incorporée 4. Ce téléphone portable 4 est de technologie MMS (services de messagerie multimédia) à caméra intégrée, c'est-à-dire qu'il peut adresser, via le réseau mobile 6, la photo numérique prise vers une adresse de messagerie électronique attachée à un dispositif central de contrôle à distance formé par l'ordinateur 5 qui peut ainsi également afficher l'image 2'. Des modèles de téléphone MMS à caméra intégrée sont commercialisés par exemple sous les marques Nokia® 7250, Panasonic® GD87 ou Ericsson® P800.

Là, la photo numérique est archivée informatiquement avec un classement indiquant la date et l'heure de l'envoi dans un dossier relatif au site surveillé. L'ordinateur traite naturellement une grande quantité de sites dans un ou plusieurs pays ou régions. Ce classement se fait automatiquement après l'envoi de chaque photo.

Au niveau du dispositif de contrôle central 5, il est possible d'instaurer une première étape de contrôle automatique pour déterminer si la photo attendue d'un site selon l'horaire convenu a bien été reçue et si la qualité de réception est correcte; en cas de réponse négative à l'une ou l'autre de ces questions et après un certain délai, le dispositif 5 peut envoyer un message de rappel automatique 7 sur le téléphone 4, ou bien déclencher une alarme à destination de l'opérateur du dispositif central pour appeler le lieu de vente.

L'opérateur du dispositif 5 chargé du contrôle examine en temps continu ou par lots les photos reçues du ou des sites et, selon qu'elles sont conformes ou non aux standards, il appelle (ligne 8) le responsable 3 du site pour s'informer des raisons du défaut de conformité.

Les photos archivées et différents paramètres de contrôle peuvent être traités sous forme de graphiques, histogrammes, tableaux divers 9 permettant d'analyser sur une grande échelle la bonne application du standard commercial, et être intégrés dans le rapport final qui sera envoyé au client.

Des tests ont montré l'efficacité du procédé selon l'invention. La figure 2 est un graphique portant la date en abscisse et, en ordonnées, d'une part le pourcentage de remontée de photographies (c'est-à-dire le nombre de photos réellement reçues par rapport au nombre de photos attendues théoriquement) et le nombre absolu de relances téléphoniques pour défaut de conformité. On voit sur un test d'une quinzaine de jours que le taux de remontée de photographies qui part d'un niveau relativement bas (48%) s'établit rapidement à un niveau acceptable de 80% et plus, et même, après juste une semaine, de plus de 90%. Pour ce qui est des relances, on constate dans les premiers jours un nombre rapidement croissant de relances, correspondant à une période d'apprentissage, culminant à 30 relances au quatrième jour : le nombre de relance décroît ensuite pour se stabiliser à un nombre raisonnable d'une douzaine de relances alors que le taux de remontée est maximum.

5

10

15

Le procédé de l'invention permet donc d'exercer à distance un contrôle efficace et pédagogique avec un minimum de personnel.

. E

7

REVENDICATIONS

5

1) Procédé de contrôle à distance d'un lieu (1), notamment d'un lieu de vente, du type selon lequel des images représentant une partie du lieu (1) sont envoyées à distance pour être centralisées sur un dispositif de contrôle central (5), caractérisé en ce que les images sont envoyées au moyen d'un appareil photographique numérique (4) et les images numériques transmises via, au moins en partie, un réseau de messagerie électronique.

15

10

2) Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que ledit appareil est associé à un téléphone portable (4) de technologie MMS (services de messagerie multimédia) transmettant les images vers une adresse électronique correspondant au dispositif de contrôle central (5).

20

3) Procédé selon la revendication 2, caractérisé en ce que l'appareil photographique est intégré audit téléphone portable (4).

25

4) Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que les images reçues sur le dispositif central (5) sont comparées par rapport à un standard et un résultat de non-conformité au standard déclenche un appel téléphonique vers le lieu (1) d'où provient l'image non conforme.

30

5) Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 4, caractérisé en ce que des photographies du lieu (1) sont prises à intervalles périodiques.

- 6) Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce qu'on contrôle une pluralité de lieux (1) à l'aide du même dispositif de contrôle central (5).
- 7) Dispositif de contrôle à distance d'un lieu (1), notamment d'un lieu de vente, du type comprenant d'une part au moins un appareil pour enregistrer des images représentant une partie du lieu, et des moyens d'envoi à distance des images enregistrées pour être centralisées sur un dispositif de contrôle central (5), caractérisé en ce que ledit appareil est un appareil photographique numérique (4) et en ce que lesdits moyens transmettent les images numérisées via au moins en partie un réseau de messagerie électronique.
- 8) Dispositif selon la revendication 7, caractérisé en ce que ledit appareil est incorporé dans un téléphone portable (4) de technologie MMS (services de messagerie multimédia) transmettant les images vers une adresse électronique correspondant au dispositif de contrôle central (5).

- 15

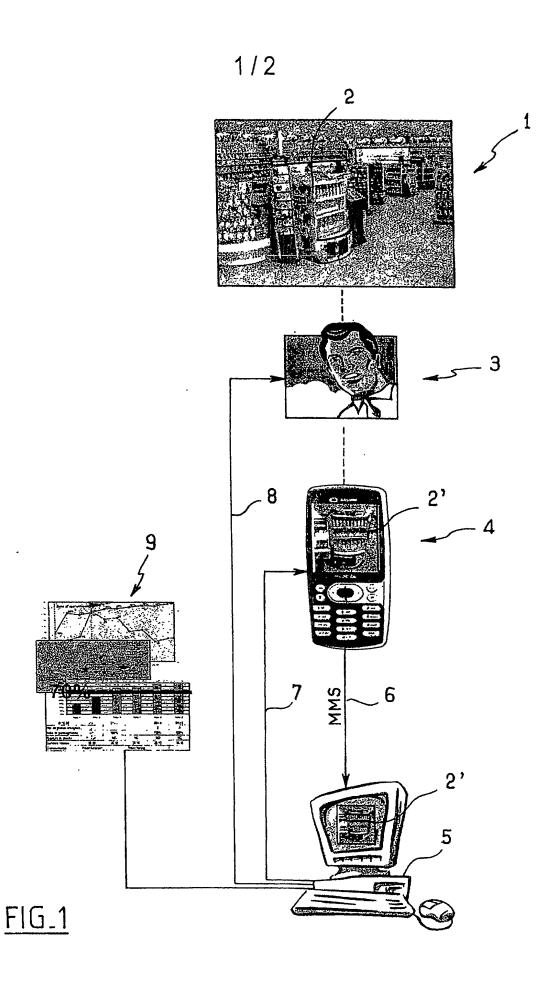
. 7

20

15

5

10



•

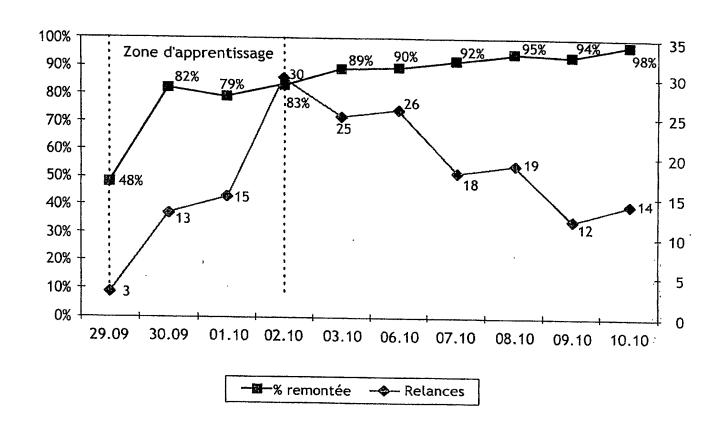


FIG.2



BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ





DÉPARTEMENT DES BREVETS 26 bis, rue de Saint Pétersbourg DÉSIGNATION D'INVENTEUR(S) Page N° 1../1..

INV

DB 113 @ W / 270601

75800 Paris Cedex 08 Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54 (À fournir dans le cas où les demandeurs et les inventeurs ne sont pas les mêmes personnes)

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

Vos références pour ce dossier (facultatif) F17601/SP N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum) Procédé de contrôle à distance d'un lieu et notamment d'un lieu de vente. LE(S) DEMANDEUR(S): IN-TOUCH MARKETING COMPANY (en abrégé I T M C) DESIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S): Nom **RAMBAUD** Prénoms Philippe 38, rue Parmentier Rue Adresse Code postal et ville 9 2 6 0 0 Asnières - France Société d'appartenance (facultatif) 2 Nom Prénoms Rue Adresse Code postal et ville Société d'appartenance (facultatif) 3 Nom Prénoms

S'il y a plus de trois inventeurs, utilisez plusieurs formulaires. Indiquez en haut à droite le N° de la page suivi du nombre de pages.

DATE ET SIGNATURE(S) DU (DES) DEMANDEUR(S) OU DU MANDATAIRE

Rue

Société d'appartenance (facultatif)

Code postal et ville

(Nom et qualité du signataire)

BERTRAND Didier

Adresse

Mandataire CPI Brevets No. 92-1022